

Crédits de un dollar

pour assister à des débats vides de sens, à des débats qui ne visaient qu'à obtenir un délai et à empêcher le bon fonctionnement de la Chambre. Si c'est dans ce sens-là aujourd'hui que l'opposition officielle se plaint, je lui donne raison mais je lui dis que c'est de sa faute à elle si nous en sommes rendus à des débats aussi stériles, aussi peu productifs.

Monsieur le président, je veux terminer maintenant. J'ai promis que je laisserais le temps à l'honorable député de l'opposition de clore le débat. Je vais le faire par courtoisie, mais je ne voulais absolument pas manquer l'occasion d'attirer l'attention de la Chambre, au cours de cette journée réservée à l'opposition, sur la nécessité et l'urgence de considérer des changements au Règlement. Ces changements devraient être faits du consentement de tous les députés de la Chambre, et ce, dans les plus brefs délais, pour que nous puissions, encore une fois, revaloriser notre rôle ici, vraiment dire quel est le pouls de la population et faire jouer notre influence dans les décisions politiques qui se prennent à l'heure actuelle.

● (2130)

[Traduction]

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je remercie le député d'avoir cédé sa place afin que le débat puisse se terminer. Je tiens à lui dire que je partage sans réserve ses sentiments en ce qui concerne les changements qu'il est indispensable d'apporter aux procédures de la Chambre.

Après avoir passé plus de 19 ans à la Chambre, je puis dire au député qu'un grand nombre de députés de notre parti ainsi, je suppose, que du parti au pouvoir, ressentent une profonde irritation. J'espère que quand le moment viendra de proposer des changements, le député fera entendre sa voix aussi fortement qu'il vient de le faire afin que tous les députés puissent porter à l'attention des Canadiens les problèmes de l'heure ou ceux qui sont sujet à controverse. Nous pourrions alors les étudier au lieu d'être limités et tenus comme nous le sommes par les précédents du XVIII^e et du XIX^e siècles qui dominent notre Parlement. J'espère que quand le moment viendra, les députés d'en face ne seront pas des tigres de papier mais qu'ils feront tout leur possible pour aider le Parlement.

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: D'ici neuf jours, le ministre des Finances (M. Macdonald) nous présentera un budget, tâche excessivement difficile. Je ne l'envie pas. Sa tâche et les problèmes qui l'attendent sont d'autant plus importants et nombreux, si l'on en croit la motion inscrite au nom du député de Vegreville (M. Mazankowski).

Un pays ne peut pas être convenablement dirigé sans un minimum de collaboration, de confiance et de compréhension entre dirigeants et dirigés. Cela n'est pas le cas à l'heure actuelle. C'est, entre autres, ce dont nous nous plaignons dans la motion à l'étude. Nous nous en sommes plaints d'une année sur l'autre pendant les neuf dernières années. Il y a eu des supercheries, des tentatives en vue de dissimuler les dépenses du pays pour nous empêcher d'en discuter. Cette situation a fait passer le budget des dépenses présenté à la Chambre de 14 milliards de dollars en 1971-1972 à 41 milliards de dollars en 1977-1978.

Nous n'avons pas eu l'occasion ni à la Chambre ni au comité d'étudier avec discernement les prévisions budgétaires en nous

[M. Pinard.]

les faisant expliquer et en ayant la possibilité d'en contester certaines à cause de ce dont le député de Vegreville fait état dans sa motion aujourd'hui. Pour cette raison, le public a perdu confiance dans le gouvernement d'en face. Celui-ci a essayé d'empêcher l'étude pourtant nécessaire d'un certain nombre de choses, dont la façon de dépenser les deniers publics.

Aucun gouvernement ne peut faire face aux problèmes complexes d'aujourd'hui sans avoir au moins un appui et une confiance raisonnables de la population. Ce n'est pas le cas. C'est pourquoi, dans neuf jours d'ici, le ministre des Finances fera face à une tâche presque impossible.

A voir le genre de comportement que se permet le gouvernement, on se demande pourquoi on devrait faire confiance à un gouvernement qui présente des prévisions budgétaires présentées de façon à être presque indéchiffrables. Il présente des crédits de un dollar qui donnent au gouverneur en conseil le droit de dépenser parfois des centaines de millions de dollars sans jamais permettre aux députés de la Chambre de voir si ces dépenses ont été bien faites.

La population canadienne et le gouvernement ne sont pas au même diapason. Le gouvernement prend des voies détournées et trompe les gens. Si c'était des particuliers qui agissaient comme cela, ils seraient poursuivis pour avoir obtenu de l'argent par des moyens frauduleux. Mais comme c'est le gouvernement, comme c'est le gouvernement libéral qui, fort de plusieurs années d'expérience, sait tout sur l'art et la manière de tromper et de frauder la population canadienne en accaparant son argent par de telles méthodes . . .

● (2140)

M. MacEachen: Fraude, tromperie, grands mots!

M. Baldwin: Mais qui sont exacts et que le gouvernement devrait s'entendre dire plus souvent.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Vous serez peut-être obligé de retirer demain ce que vous dites.

M. Baldwin: Je parle de fraude dans le système perpétré par un gouvernement . . .

M. MacEachen: Des insultes gratuites.

M. Baldwin: Je regrette vivement d'avoir manqué le discours du ministre des Transports (M. Lang).

M. Epp: Vous n'avez rien manqué.

M. Baldwin: Mais si je me souviens, c'est ce même ministre qui, il y a quelques années, a incité une poignée de ministres à enfreindre délibérément la loi. Souvenez-vous de ce qui s'est passé à propos de la loi sur les réserves provisoires de blé, lorsque, malgré les dispositions fermes et bien définies de la loi, le ministre des Transports (M. Lang), le premier ministre (M. Trudeau), l'ancien ministre de la Justice ainsi qu'un autre ministre ont tous conspiré pour enfreindre la loi. J'avais alors proposé une motion visant à obtenir la destitution de ces ministres. Malheureusement, et je le regrette, l'ancien orateur a décidé alors que bien que le droit de destitution existât, il était tombé en désuétude depuis si longtemps qu'il semblait difficile de le remettre en vigueur. Je pense pourtant que nous devrions le faire.